histoire avec l'Algérie

2e partie et fin

Ensuite, ils ne créeront leur propre organisation qu'en septembre 1998. Pourtant, il révélera ([25]), au même moment, que certains chefs terroristes parmi les initiateurs du GSPC n'étaient pas étrangers à l'assassinat de l'«émir» du GIA, Djamel Zitouni, que d'aucuns parmi les islamistes considèrent comme celui qui a été à l'origine du «dévoiement du djihad» et des «déviations» de son organisation terroriste. Cela montre que le GSPC, par rapport aux autres dissidences collectives, n'était pas trop tenté de se constituer en tant qu'organisation distincte du GIA, même si dans les faits, ses futurs dirigeants roulaient pour eux-mêmes. Mais ils continuaient à signer leurs communiqués au nom de la «zone II du GIA».

L'enjeu principal de cet arc-boutement au sigle GIA durant plus des deux ans qui vont de l'assassinat de Djamel Zitouni à la création officielle du GSPC est qu'il disposait de moyens et de réseaux énormes à l'étranger, notamment en Europe qu'une nouvelle organisation aurait du mal à mettre aisément en place rapidement. D'autre part — et c'est ce que voulait Al-Qaïda dans ses liens avec le GIA —, il était attendu de lui de renforcer ses bases en Algérie et faire tomber le pouvoir dans la perspective d'aller à l'assaut de l'«Occident».

Les initiateurs du GSPC se sont donné le temps pour consolider leurs structures en Algérie et pour récupérer à leur profit le maximum de réseaux de soutien à l'étranger. Parmi ces derniers, certains ont été identifiés comme étant liés non pas au GIA mais à sa «zone II», c'est-à-dire le noyau à l'origine de la création du GSPC, et ont commencé à devenir visibles ou même à tomber dès 1997. Tel le cas du réseau dit Athamnia du nom de son chef Yacine Athamnia arrêté par la douane française à bord du train Cologne-Paris, en novembre 1997, avec dans ses bagages, entre autres, un lot de cachets portant la mention «GIA, zone 2». Il se révélera dans l'enquête que les documents venaient d'un réseau basé en Belgique qui les a eus d'un autre réseau agissant en Allemagne qui avait déjà fait acheminer à Hassen Hattab, par un groupe basé en France, une valise Immarsat (téléphone satellitaire). C'est également le cas de Mohamed Khouni, dit Boualem, dit Abdellah qui, déjà installé en Espagne, est entré en Algérie en 1993 pour rejoindre la katibat En-Nour dans la «zone II» (Kabylie), avant de revenir en Espagne en 1995 où il deviendra une tête de pont pour le GSPC durant sa gestation et après sa création. Il en est de même pour d'autre pays comme l'Italie ou l'Allemagne. En fait, c'est toute l'Europe de l'Ouest qui était déjà infestée. Ainsi, il est aisé de comprendre que le GSPC n'a pas perdu son temps durant les deux années qui vont de la mort de Djamel Zitouni à la proclamation de sa naissance. Avant même d'annoncer sa création, il avait tenté de paraître au grand jour avec fracas en frappant en France à l'occasion de la Coupe du monde de football en 1998. Il ne le revendiquera indirectement que deux ans plus tard mais sous des applaudissements d'Al-Qaïda.

Hassen Hattab, qui deviendra le premier «émir» du GSPC, signe en mai 2000 un communiqué ([26]) dont la raison est volontairement non clairement explicitée. Il écrit : «Le cœur souffre de la situation qu'endurent et que vivent nos frères musulmans spécialement en France et dans les autres pays de la mécréance, particulièrement les prisonniers qui subissent divers genres de mépris et de tortures. Et si cela traduit quelque chose, il ne s'agit de rien d'autre que de leur adversité contre l'islam et ses partisans.» Les «frères» auxquels il fait allusion sont ceux appartenant à des réseaux dans différents pays européens, notamment en France, Belgique, Italie, Allemagne et Suisse, qui ont été démantelés lors des enquêtes de police sur la base d'écoutes téléphoniques, suspectés de projeter des attentats lors de la Coupe du monde de football de 1998 à Paris et dont près d'une centaine de membres ont été arrêtés le mois de mai de cette même année. Ce communiqué réagissait ainsi à l'occasion de leur procès. Le GSPC leur assurait ainsi de sa «solidarité» tout en faisant porter aux «autorités françaises la responsabilité de tout ce qui pourrait advenir à la suite des procès de ces frères emprisonnés». Un Moyen-oriental fanatique d'Al-Qaïda et surtout de Ben Laden, qui est pour lui un sujet de vénération dans différents écrits, déclarera dans une interview ([27]), où il se fait défenseur du GSPC tout en se révélant comme le tout premier partisan d'Al-Qaïda à l'applaudir : «Le GSPC a fait face depuis sa naissance à de nombreux défis en Algérie et n'ambitionnait pas élargir son activité en dehors du pays. Mais la France, qui considère l'Algérie comme son arrière-cour, a entrepris dès le début de sanctionner ses sympathisants à l'étranger. Elle a ciblé nombre d'entre eux et leur a collé des accusations imaginaires comme lors de la Coupe du monde de football.»

VI. Le GSPC devient une branche d'Al-Qaïda

Plusieurs observateurs et auteurs ont avancé que la création du GSPC a été inspirée par Al-Qaïda. Mais personne n'a avancé des arguments concrètement vérifiables à ce sujet. Certains «repentis» ont affirmé avoir été témoins de discutions téléphoniques entre Ben Laden lui-même et Hassen Hattab avant, mais cela ne prouve pas nécessairement qu'il existait un lien organique entre leurs deux organisations. D'autres ont même relevé que lors de la création, en février 1998, par Ben Laden et Zawahiri du «Front mondial du djihad contre les juifs et les croisés», au moins un représentant du futur GSPC y était sans apporter d'autres précisions. Cette opacité n'a commencé à se dissiper en partie que lorsque les forces de sécurité ont abattu à Batna un émissaire clairement identifié d'Al-Qaïda, le Yéménite Imad Abdelwahed Alouane alias Abou Mohamed, en septembre 2002. Une année plus tard, à la suite d'une «démission» de Hassen Hattab de la tête du GSPC, le nouvel «émir» de l'organisation, Nabil Sahraoui, dit Mustapha Abou Ibrahim, est le premier à étaler ostensiblement sa sympathie pour Al-Qaïda en signant un communiqué glorifiant les attentats du 11 Septembre 2001 aux Etats-Unis, à l'occasion de leur deuxième anniversaire. Depuis, le GSPC a dorénavant multiplié les signes de rapprochement vers Al-Qaïda, surtout à travers sa littérature qu'il diffuse à travers son site internet sans pour autant obtenir un écho visible de la part de Ben Laden. Il aura fallu attendre jusqu'à septembre 2006, plus de deux ans après la mort de Nabil Sahraoui, abattu par les forces de sécurité, pour voir, enfin, Ayman Al-Zawahiri dans une vidéo diffusée par Al-Jazeera et sur internet, où, sur «instruction de Ben Laden», annoncer l'adhésion du GSPC à Al-Qaïda. Ce qui signifie, pour le moins que l'on puisse dire, que les contacts secrets entre les deux organisations qui ont abouti à cette proclamation existaient au moins depuis un certain temps. Le long silence qui contrastait avec la tendance connue d'Al-Qaïda de fustiger en long et en large le pays qu'elle met dans son collimateur pour justifier le sang qu'elle prévoit d'y faire couler venait d'être rompu. Il explosera spectaculairement à partir de la fin de cette même année 2006 sous forme d'attaques contre des institutions de l'Etat et contre des ressortissants étrangers avec des véhicules piégés et finalement en attentats suicides, alors que le quotidien des Algériens continuait, surtout dans certaines régions, à être ponctué par les cycles des bombes, des embuscades et des faux barrages.

Abou Hamza El-Misri à Londres.

Al-Qaïda s'implante en Algérie

Dès janvier 2007, le GSPC a annoncé officiellement sous la signature de son nouvel «émir», Abdelmalek Droukdel dit Abou Mos'âb Abdelwadoud, avoir décidé de changer de nom pour devenir l'organisation d'«Al-Qaïda au Maghreb islamique» (AQMI).

A partir de ce moment, la manière dont l'Algérie est perçue par l'organisation de Ben Laden, basée sur le mensonge et la falsification de l'Histoire, revient au-devant de la scène. C'est à l'un de ses principaux dirigeants, considéré comme son numéro 3, Abou Yahia Al-Lybi, de son vrai nom Hassen Mohamed Kaïd, d'origine libyenne, qui s'est jeté sans retenue dans le délire, dans la digne tradition de Abdellah Azzam, pour décrire l'Algérie sous un visage qui en fait le territoire «musulman» le plus impie qui puisse exister sur la surface de la terre et qu'il faut mettre à feu et à sang.

Prenant comme prétexte l'avis d'un «savant musulman» (Cheikh Nacer El-Omr) qui, selon lui, s'est opposé aux premiers attentats-suicides d'avril 2007 d'Alger contre le Palais du gouvernement et le commissariat de police de Bab Ezzouar, il lui répond ([28]) point par point pour le contredire et présenter les choses telles qu'il les perçoit lui-même. Il l'interpelle en affirmant qu'en Algérie, l'on ne peut voir nulle part la religion, ni au sein du pouvoir, ni dans la législation, dans la politique, les relations, l'économie, la société, le statut personnel, les libertés, les sanctions, la culture, la communication, la paix, la guerre… Et de conclure que cette disparition à ses yeux de la religion est le fait du pouvoir en place.

Revenant au début des années 1990, et confondant délibérément la confrontation directe d'un parti politique intégriste avec le reste de la société, il affirme que le «peuple algérien» est sorti dans la rue. Il a crié et revendiqué un «Etat islamique». «Les manifestations ont envahi les artères. La vie a été paralysée par les grèves. Les minbars ont tremblé. Même les malentendants ont entendu les prêches des prédicateurs. Leurs revendications sont parvenues aux élites et au commun. Mais cela n'a pas ramené la religion dans le pays.» Pour lui, «l'Algérie est dirigée par les enfants de la France et ses esclaves qui ne veulent rien entendre et qui persistent dans leur tyrannie, déterminés à exclure la religion de l'Etat, plus résolus que jamais dans leur laïcité en bannissant tout ce qui a trait à la Charia». Pour lui, la situation en Algérie se résume à une équation des plus simples : d'un côté, la religion abandonnée et combattue par l'Etat, et de l'autre un peuple qui l'a vainement réclamée jusqu'au désespoir qui l'a conduit à prendre les armes.

Pour le dirigeant d'Al-Qaïda, Abou Yahia Al-Lybi, l'Etat mène une guerre «contre le peuple algérien musulman dans sa foi, sa religion, ses valeurs, sa morale, son existence et même ses traditions qui pourraient avoir un relent évoquant l'islam et même l'arabité». L'objectif visé, selon lui, est d'en faire «un peuple égaré, sans identité, sans personnalité, sans croyance, arraché à l'Histoire, reniant tout ce qui est ancestral même s'il s'agit de la religion de Dieu». Aussi décrète-t-il qu'il n'y a en Algérie aucune différence entre la situation actuelle et le colonialisme d'hier et des «enfants qu'il a élevés et nourris de son lait» et qui dirigent le pays. Ces mêmes insanités se prolongent et se répètent à tout au long d'une vingtaine de pages avec comme motif la justification du terrorisme en Algérie et la légitimation «religieuse» des attentats.

Haine viscérale contre l'Algérie

Dix-sept ans après sa création en 1989, Al-Qaïda a fini par se doter d'une tête de pont en Algérie tout en ambitionnant d'en faire un relais à l'échelle maghrébine. Toutes ses tentatives de prendre pied en Algérie tout au long des années 1990 ont été vouées à l'échec jusqu'à janvier 2007. Dès lors, les sorties successives de ses dirigeants n'ont pas manqué, une seule fois, de voir l'Algérie autrement que comme un pays dont les enfants ne sont rien d'autres que des «valets de la France». Ses dirigeants à la botte de l'Amérique et d'Israël et foncièrement ennemis de l'islam et des musulmans. Cette vision dont elle s'est auto-convaincue l'a autorisée à tenter de faire du pays celui où le sang ne doit pas cesser de couler. Les attentats commis et revendiqués par sa branche locale ne sont comparables dans leur nature qu'à ceux qui ont cours en Afghanistan et en Irak contre les forces étrangères qui y sont présentes, même si ce sont surtout les autochtones qui tombent en masse. Aucun autre pays n'a été ciblé autant que l'est l'Algérie. Les mains tendues et les «réconciliations» invitant à la paix ont rencontré une radicalisation effrénée et ouvert la porte aux recrutements d'«égarés» dans les pays voisins et dans le Sahel. Le dernier attentat-suicide commis contre le personnel d'une entreprise occidentale à Bouira, en été dernier, a été volontairement laissé à un terroriste étranger (Mauritanien) comme signal à tout intégriste à travers le monde qu'il est le bienvenu au sein d'AQMI pour se payer un billet pour le paradis en assassinant des «mécréants» dans le pays. Alors que partout ailleurs, Al-Qaïda ne s'est jamais attaquée par des enlèvements de citoyens pour rançonner de manière faramineuse leur libération pour s'autofinancer. L'Algérie est le seul pays où elle se le permet de plus en plus ces deux dernières années.

Cette haine viscérale justifiée par des mensonges est exacerbée davantage par son incapacité de parvenir à se donner une assise plus large que dans ses maquis traditionnels qui ne cessent de rétrécir à vue d'œil. La série d'attentats-suicides de l'été dernier a entraîné un dispositif sécuritaire autrement plus efficace qui a littéralement cloué au sol toute initiative criminelle d'envergure. Cette accalmie, qui dure depuis plusieurs mois conjuguée au nombre non négligeable de terroristes et surtout de réseaux de soutien neutralisés, autant elle est annonciatrice d'une meilleure maîtrise du terrain par la lutte antiterroriste, autant elle est porteuse d'inquiétudes en l'absence d'informations fiables de ce qui se passe réellement sur le terrain. Ce qui est certain est qu'Al-Qaïda mère s'est totalement fourvoyée en croyant pouvoir se redéployer en Algérie et à partir de l'Algérie. Elle peut faire des dégâts et en a déjà assez fait mais elle a aussi toutes les chances de se faire anéantir. Elle le sait. Et c'est en cela qu'elle continue à être un danger et une menace pour le pays.

M. I.

---

15) Voir, particulièrement, le document daté du 23 septembre 1995, portant le titre de «Hidayat Rab El-'Alamine fi tebyyine oçol es-salafiyyine wa ma youjib mine el-'ahd 'âla el-moujahidine» (Directives du Seigneur des mondes dans le discernement des fondements du salafisme et leurs implications dans l'engagement des moudjahidine).

16) Interview dans Al-Wassat, hebdomadaire libanais, janvier 1994.

17) Enregistrement daté du mois d'août 2005 sans précision du jour. Il sera retranscrit et diffusé par la revue islamiste radicale Nachrat minbar ech-chem el-islami (Bulletin de la tribune de la Syrie islamique) n°4 du 16 décembre 2005, diffusée sur internet.

18) Bulletin périodique Et-Taïfa el-mansourat (La faction victorieuse), n°1, non daté.

19) Cité par Jean-Michel Salgon dans son article «La Cause», une revue atypique, in Les Cahiers de l'Orient n° 62, numéro spécial, 2e trimestre 2001.

20) Document sans titre de cinq pages, signé de Madani Mezrag, daté du 1er avril 1995, adressé au «Peuple algérien musulman».

21) Abdellah Azzem, Medkhal ila el-hidjra wa el-i'dad (Introduction à l'exil et l'entraînement), tome 2.

22) Témoignage d'un «afghan» libyen membre d'Al-Qaïda, recueilli par le journal Al-Hayat du 18 septembre 2005, Londres.

23) Message audio de Kadda Benchiha intitulé 'Ilam el-moudjahid fi ma youhak es-salafiyyat mine makaïd (Information du moudjahid en ce qui se complote contre le salafisme», daté du 11 novembre 1995.

24) Communiqué de la «zone II» du GIA, signé de Abou Hamza Hassen Hattab, daté du 13 juillet 1997, intitulé «Bara-a» (Disculpation) où il s'innocente des massacres collectifs de populations civiles commis par le GIA.

25) Enregistrement audio du GIA de l'«interrogatoire» d'un terroriste impliqué dans le «complot» de l'assassinat de Djamel Zitouni.

26) Communiqué du GSPC daté du 27 mai 2000, signé Hassen Hattab.

27) Abou Jendel Al-Azadi interview au site internet «Minbar et-tawhid wa el-jihad», non datée.

28) Abou Yahia Al-Lybi, Nathr el-jawaher fi mounaqachat el-mou'âtaredh 'âla et-tafjirat el-jazaïr (Réponse aux opposants aux attentats à l'explosif en Algérie).